



Le travail, il faut y faire sa fête !

Hormis pour celles et ceux qui travaillent souvent double à cette occasion, depuis déjà plusieurs décennies, en France, le 1^{er} mai est vécu soit comme un simple jour férié (le seul de l'année où on ne bosse pas tout en étant payé à se la couler douce, « fête » officiellement instaurée en 1941 par Pétain), soit comme l'occasion d'une cérémonie d'un autre âge (quelques défilés traîne-savates de plus en plus désertés clamant de nombreuses revendications disparates). Il n'en fut pas toujours ainsi.

1^{er} mai 1886, à Chicago : à la fin d'un rassemblement (340 000 travailleurs) à l'usine Mac Cornick demandant la journée de 8 heures, autour de 200 policiers chargent les travailleurs, en blessent un grand nombre et en tuent un. August Spies, militant anarchiste, rédige alors un appel à un nouveau rassemblement pour dénoncer les violences policières. Il se tiendra trois jours plus tard.

4 mai 1886, toujours à Chicago : sur la place Haymarket, à la fin d'une grosse manifestation, tandis que la police décide une fois encore de charger, une bombe éclate. Si un flic meurt sur place du fait de l'explosion, dans le chaos, plusieurs d'entre eux y laisseront la peau.

8 anarchistes sont inculpés, 4 finiront pendus (tous seront réhabilités en 1893).

Voilà comment pour longtemps, partout dans le monde, le 1^{er} mai représentera une journée de lutte pour l'obtention de la journée de 8 heures.

Re travail dans le sens capitaliste émerge en Angleterre aux XVI^e/XVII^e siècles d'une transformation des rapports d'exploitation directe et de dépendance personnelle entre seigneurs et paysans. Expulsés de leur terre par les gentilshommes - ancienne aristocratie militaire -, les paysans deviennent une force de travail disponible sur le marché urbain pour participer aux prémices de l'industrialisation. Le Parlement, en ratifiant ces expulsions, accordera une victoire sans partage à ces nouveaux propriétaires terriens.

Ainsi, une partie de ces paysans se sont retrouvés salariés de fermiers capitalistes qui, eux, versaient une rente à leur propriétaire et qui étaient chargés de rentabiliser la terre. Le prolétariat et le salariat apparaissent, éliminant au fil du temps, par le système de concurrence mis en place, toute autre forme d'organisation productrice.

Dès lors, le travail consistera en une vente contrainte de sa force de travail sous forme de marchandise qui, elle-même, deviendra productrice de marchandise et de valeur.

Autrefois, les hommes travaillaient pour gagner de l'argent. Aujourd'hui, l'État ne regarde pas à la dépense pour que des centaines de milliers d'hommes et de femmes simulent le travail disparu dans d'étranges « ateliers de formation » ou « entreprises d'insertion » - la structure sociale est conservée - pour des « emplois » qu'ils n'auront jamais.

En simulant « l'emploi » et en faisant miroiter un futur positif de la société de travail, l'État crée la légitimation morale nécessaire pour sévir encore plus durement contre les chômeurs et ceux qui refusent de travailler.

Les revendications à grands cris déchirants « De l'emploi ! » des syndicats corporatistes et de beaucoup justifient une accélération de la destruction, depuis longtemps manifeste, des bases naturelles (eau, air, terre) et de toute forme de vie sur terre. Les derniers obstacles à la marchandisation complète de tous les rapports sociaux peuvent être éliminés sans soulever aucune critique, dès lors que quelques misérables « postes de travail » sont en jeu. Et l'expression selon laquelle il vaut mieux avoir « n'importe quel travail plutôt que pas de travail du tout » est devenue la profession de foi exigée de tous.

Comment comprendre la puissance de cette machine de mort qui, pour perpétuer son œuvre, doit broyer non seulement ceux qui la servent, mais aussi ceux qui, se croyant libres de la critiquer, en deviennent à leur tour et souvent à leur insu des agents, voire les complices ? Ceux qui dénoncent aujourd'hui la machine impérialiste du capitalisme comme un système dont il faut sortir en le réformant, semblent ignorer qu'il n'existe pas une bonne machine qui exercerait une bonne domination. Toutes les machines de domination, quelles qu'elles soient, transforment les hommes en machins, en machinistes, en machines, et finalement en cadavres.

L'industrialisation donna lieu à une résistance au travail d'action directe, qui prit plusieurs formes :

- Les luddites, vers 1810, utilisent le sabotage des machines qui fabriquent de la mauvaise qualité et qui sont sur d'autres lieux de production que le leur. Ils revendiquent un travail de bonne qualité exécuté selon des méthodes du travail qualifié et payé convenablement. Leur combat s'inscrit dans un mouvement plus général de formation des syndicats et des partis de la classe ouvrière anglaise et leur sabotage se veut pro-travail.
- La CGT fait entrer le principe de sabotage lors de son congrès de 1897. La brochure d'Emile Pouget, *Le sabotage*, veut surtout montrer que celui-ci permet aux travailleurs de faire plier les patrons sur des questions de salaires, etc, en s'attaquant à leur propre machine ; que le sabotage vient en soutien de revendications, en préparation de grèves (prévention de « jaunes ») et qu'il ralentit la production. Repris aux Etats-Unis par Smith, c'est un « sabotage constructif » qui fait partie du développement du mouvement ouvrier en ce qui devrait devenir une grande armée disciplinée apte à prendre le pouvoir. Il ne se révèle finalement qu'anti-patrons.
- L'organisation scientifique du travail (OST) qui impose des gestes répétitifs aux travailleurs (Taylor, maîtrise du temps de travail ; Ford, tapis roulants, salaires « élevés » et réduction du temps de travail, 1914), donne au sabotage un autre sens en déqualifiant le travail humain. Car le sabotage à la Pouget/Smith prouvait que les travailleurs avaient le contrôle technique de la production, et qu'il ne leur manquait donc plus que la propriété collective des moyens de production pour réaliser le socialisme. Maintenant le sabotage - joint aux pratiques des travailleurs au je-m'en-foutisme systématique ne respectant ni l'outil de travail, ni le délégué syndical, ni la hiérarchie - en s'opposant directement à l'outil de travail et donc à une partie du capital, ne prouve plus qu'une chose : il est la base de l'anti-travail.
- Le post-fordisme 1960/70 (ou Toyotisme) est un fordisme qui corrige ses imperfections pour lutter contre les dernières traces de cette « flânerie », qui avait au départ provoqué la démarche de Taylor. Après une période de recul, les patrons ont riposté à l'indiscipline du prolétariat de plusieurs façons : restructuration du processus de travail fordiste, automatisation partielle, délocalisations du fordisme traditionnel vers des pays à bas coût de main-d'œuvre.

Force est de constater, à l'heure actuelle, que l'anti-travail a disparu, du moins des pays industrialisés : le contrôle resserré des travailleurs par la numérisation et le poids du chômage ont jusqu'ici prévenu toute remise en cause du travail.

Dans ces conditions, on peut avancer que pour que nous remettions sérieusement en cause les conditions actuelles de la reproduction du rapport prolétariat/capital, il nous faudra user en même temps de l'anti-travail et de l'anti-chômage. Car pour s'attaquer au travail destructeur auquel nous sommes contraints, nous devons en même temps rejeter le fait que le chômage est un obstacle infranchissable.

Le couple travail/chômage s'inscrit dans la mondialisation de l'économie capitaliste, et les médias nous serinent que l'État-nation ne joue plus le rôle essentiel qu'il jouait et qu'il perd de plus en plus sa raison d'être. Mais aucune structure transnationale n'est parvenue à remplir les fonctions essentielles de l'État-nation dans le maintien du système de propriété et de l'ordre social, et moins encore cette fonction de coercition qui fonde toutes les autres. On peut difficilement imaginer qu'une forme de « gouvernance mondiale » puisse assurer le type de régularité ou les conditions d'accumulation que réclame le capital. En fait, le monde est aujourd'hui plus que jamais un monde d'États-nations. Encore une fois, la mondialisation emprunte la forme politique non d'un État mondial, mais d'un système mondial constitué de multiples États locaux, structurés dans des réseaux de rapports complexes de domination et de subordination.

Nous voulons une société basée sur des communes libres se fédérant librement, sans État, sans armée, sans exploités ni exploités, sans argent, sans marchandise ni valeur, sans hiérarchie ni discrimination d'aucune sorte ; une société basée sur l'entraide où chacun apportera ce qu'il a et recevra ce dont il a besoin ; une société où les décisions seront prises dans des assemblées générales souveraines et où les mandats seront porteurs d'un mandat impératif et seront révocables à tout moment ; une société qui laissera la fenêtre ouverte à nos rêves. Cette société, c'est à nous de la construire car aucun politicien ne le fera à notre place.

Union locale CNT-AIT Montpellier

Le *Syndicat Intercorporatif de Montpellier*, CNT-AIT, est une organisation anarchosyndicaliste en gestion directe, fédéraliste et internationaliste. Ses moyens sont l'action directe (grève, boycott, sabotage du bénéfice patronal...) et l'entraide internationale. Son but est de contribuer à l'émergence d'une société communiste anarchiste.

Syndicat Intercorporatif de Montpellier CNT-AIT – BP 41176 – 34009 Montpellier cedex 1
contact@cnt-ait-montpellier.org<http://www.cnt-ait-montpellier.org/> - Confédération Nationale du travail : <http://www.cnt-ait-fr.org/>